

**En hausse**
Oracle

La Commission européenne a autorisé le rachat de Sun Microsystems par le groupe américain de services informatiques. Elle a jugé qu'il n'y avait pas de risque de distorsion de la concurrence.

**En baisse**
Xerox

Le fabricant américain de photocopieurs a annoncé, le 21 janvier, qu'il allait supprimer 2 500 emplois dans le monde en 2010. La société est confrontée à une baisse de la demande.

4 000

C'est le nombre d'adhérents à la chaîne d'hôtellerie américaine, Best Western, ce qui en fait le leader mondial. En Europe le nombre d'adhérents s'élève à 1 400. Cette marque est régie sous le statut original de coopérative.

A la reconquête de l'opinion, M. Obama frappe les banques

Le président américain annonce une réforme limitant la taille des établissements et leurs activités de spéculation

►►► Suite de la première page

L'exaspération de « Main Street » – l'opinion publique – vis-à-vis de Wall Street est d'autant plus grande que l'accès au crédit ne se desserre toujours pas et que l'expansion du chômage, quoique ralentie, semble se poursuivre inexorablement.

« Si ces gens veulent la bagarre, j'y suis prêt », a déclaré M. Obama. Aux républicains il tend un piège : continuer de s'opposer à toute réforme pourrait les positionner publiquement comme les défenseurs des « chats gras » – les banquiers et les financiers – et saper le fondement de leurs campagnes populistes.

A sa propre base, le président apparaît comme « gauchisant » enfin son attitude. Les premières réactions républicaines tendaient à rejeter catégoriquement la loi bancaire proposée. « De la poudre aux yeux, pas un mot sur Freddie Mac et Fannie Mae » (les deux grands refinanceurs du crédit immobilier renfloués par l'Etat), a déclaré un représentant de l'opposition, Scott Garrett (New Jersey).

Le projet de loi consiste à revenir, d'une manière indirecte et partielle, au Glass-Steagall Act, la loi bancaire adoptée par l'administration Roosevelt en 1933 qui, entre autres, instaurait une séparation étanche entre banques de dépôt et banques d'affaires. Une loi plusieurs fois amendée et qui avait fini par être abrogée en 1999 à l'initiative de Robert Rubin, alors secrétaire au Trésor de Bill Clinton, dans l'optique d'une dérégulation générale des marchés.

Cette fois, le projet interdirait aux détenteurs du statut de banque commerciale (de dépôts) de posséder, d'investir ou de soutenir des fonds de capital investissement ou des fonds spéculatifs. « Il



Barack Obama s'est rallié à la position défendue jusque-là sans succès par Paul Volcker, son conseiller à la relance (ici à la gauche du président lors de la conférence de presse du 21 janvier). KEVIN LAMARQUE/REUTERS

ne faut plus autoriser les banques à trop s'éloigner de leur mission centrale : être au service de leurs clients », a justifié M. Obama.

Un exemple des mesures allant en ce sens : la Maison Blanche veut limiter la pratique dite des « opérations pour compte propre » qui permet aux banques de jouer sur les marchés, de spéculer avec leur propre argent – et non celui de leurs clients ou, pire, à agir à l'inverse des conseils qu'elles leur délivrent. La banque Goldman Sachs est ainsi soupçonnée d'avoir continué de pousser ses clients à acquérir des

titres subprimés en 2007 alors qu'elle-même en vendait. Pour l'équipe du président, la généralisation de ces pratiques a amplement participé au déclenchement de la crise.

S'adapter ou disparaître

Parmi les autres mesures envisagées : la limitation de la taille des institutions financières. Elle tiendrait compte du volume des dépôts et de l'endettement et des avoirs, afin que l'Etat ne soit plus confronté à des établissements présentant pour l'économie nationale le risque d'être *too big to fail* (trop gros pour être lâchés) bénéficiant ainsi d'une garantie publique implicite. « Le contribuable américain ne sera jamais plus pris en otage » par ces grands établissements, a lancé le président.

La Maison Blanche présente son projet comme une volonté de maîtriser un secteur qui, laissé à lui-même, privilégie spontanément la spéculation et la prise de risque... aux dépens de ses clients. Il s'agit de « mesures de bon sens » destinées à protéger les Américains : « Ces dernières années, trop

de sociétés financières ont fait courir des risques à l'argent du contribuable pour obtenir des bénéfices rapides », a insisté M. Obama.

Les réactions ont immédiatement été très nombreuses. Pour nombre d'analystes, les grands des marchés, comme les deux dernières banques d'affaires typiques, Goldman Sachs et Morgan Stanley, devront s'adapter à la limitation de leurs opérations pour compte propre au risque de disparaître. Et JP Morgan ou Wells Fargo, des banques de dépôts avec des secteurs d'affaires très développés,

devront sans doute se séparer de leur banque d'investissement.

Joseph Stiglitz, prix Nobel d'économie, a salué ces mesures, ajoutant qu'il restait encore à légiférer aussi sur les produits dérivés. A l'inverse, le *Financial Service Forum*, un des grands lobbies bancaires, prônant une « modernisation des marchés, pas un retour aux années 1930 », a fustigé des mesures « arbitraires ». « Limiter la taille des banques est inquiétant : l'économie mondialisée exige que, pour être efficaces, les Etats-Uni disposent d'au moins quelques grandes banques offrant une grande variété de services », a jugé Douglas Elliott, de la Brookings Institution. Jeudi soir, le Dow Jones perdait 2,01%.

Un tournant stratégique

Beaucoup d'analystes américains considèrent que la nouvelle politique annoncée par M. Obama constitue un tournant stratégique. Le président passe de l'attitude affichée jusqu'ici par le tandem Tim Geithner (secrétaire au Trésor) – Larry Summers (premier conseiller économique), perçus comme très conciliants envers les marchés, à celle que prône le vieux Paul Volcker (82 ans).

Isolé depuis des mois dans l'équipe Obama où il est conseiller à la relance, l'ex-patron de la Réserve fédérale sous Jimmy Carter et Ronald Reagan proposait des contraintes beaucoup plus draconiennes pour obliger les grandes banques à jouer le jeu. M. Volcker a trouvé en William Donaldson, ex-président, désigné par George Bush, de la Securities and Exchange Commission (SEC, contrôleur des marchés), un allié de choix qui était présent sur l'estrade à ses côtés, jeudi, lorsque M. Obama s'est exprimé. ■

Sylvain Cypel

Le Venezuela peine de plus en plus à prouver l'efficacité de sa politique économique

La dévaluation récente du bolivar sonne comme un échec de la réforme monétaire décrétée il y a deux ans par le président Hugo Chavez

Caracas

Envoyée spéciale

« Inefficace la « révolution bolivarienne » ? « Ça dépend », soupire Yvan Gauthier, gérant d'un hypermarché Exito à Caracas. Dimanche 17 janvier, le président vénézuélien, Hugo Chavez, envisage

publiquement d'exproprier cette entreprise, filiale du groupe Casino. Près de 72 heures plus tard, c'est chose faite. Jeudi, la France a manifesté son « inquiétude ». Paris espère que se dissiperont « les malentendus qui ont conduit à l'expropriation », a indiqué Bernard Valero, le porte-parole du ministère des affaires

étrangères. Peine perdue. Les fonctionnaires d'Indepabis – l'administration chargée de la défense des consommateurs – ont déjà investi les six hypermarchés. Les magasins seront intégrés à un « réseau de distribution socialiste » qui vendra à prix subventionnés ou contrôlés. Ils seront autogérés par les travailleurs, selon le ministre du commerce, Eduardo Samán.

Exito est accusé d'avoir augmenté indûment ses prix à la suite de la dévaluation du bolivar, le 8 janvier. M. Chavez ignorait, semble-t-il, que la chaîne était majoritairement française. Trompé par le nom et la présence de capitaux colombiens, son entourage croyait qu'il s'agissait d'une entreprise colombienne. M. Chavez entretient des relations exécrables avec son voisin de Bogota, le président Alvaro Uribe.

« La décision du président nous a évidemment surpris », explique M. Gauthier. Elle s'inscrit dans une stratégie globale qui vise à renforcer le contrôle de l'Etat sur le commerce de détail. M. Chavez est convaincu qu'il en va de l'intérêt du peuple. Depuis 2005, d'amples pans de l'économie vénézuélienne – du pétrole à la finance en passant par les télécommunications, le ciment, l'électricité et les terres – sont passés sous le contrôle partiel du gouvernement. Des indemnités ont à chaque fois été négociées. Jeudi, trois petites banques privées, en crise, ont encore été nationalisées.

L'expropriation d'Exito divise ses 5 000 employés. Les partisans du président ne cachent pas leur satisfaction à l'idée d'échapper à l'exploitation capitaliste. A Caracas, les déçus de l'expropriation n'osent guère manifester leur mécontentement, « par peur de se faire virer », précise un jeune cadre. « Chavez ne va pas faire marche arrière, affirme-t-il. Il a trop besoin d'un show médiatique pour faire oublier la récente dévaluation et la menace de coupures d'électricité dans la capitale ».

Elections législatives

A huit mois des élections législatives du 26 septembre, cruciales pour M. Chavez, les deux sujets accaparent les conversations des Vénézuéliens. Depuis le 8 janvier, le taux de change officiel est passé de 2,15 à 4,3 bolivars pour un dollar (un taux préférentiel de 2,6 bolivars a été fixé pour l'importation d'aliments et de médicaments).

Total et Statoil exclus d'un projet pétrolier

Le ministère vénézuélien du pétrole a annoncé jeudi 22 janvier avoir mis un terme aux ambitions de Total et du norvégien Statoil concernant le développement d'un gisement de pétrole brut extra-lourd dans la région de l'Orénoque. La construction d'un unité de raffinage était également prévue. Total ou Statoil, ou bien les deux groupes ensemble, auraient développé le gisement en coentreprise avec la compagnie étatique vénézuélienne PDVSA, qui aurait détenu une majorité de contrôle. Selon le ministère, « les offres présentées par Statoil et Total ne remplissaient pas les conditions requises ». En conséquence, le ministre a indiqué avoir demandé à PDVSA de procéder lui-même au développement du bloc. (Dow Jones)

La dévaluation va enrichir l'Etat puisque l'entreprise pétrolière publique PDVSA va désormais recevoir 4,3 bolivars pour chaque baril vendu. Une aubaine en temps de campagne électorale. Le pétrole fournit 90% des devises du Venezuela et plus de la moitié des recettes de l'Etat.

Deux ans après une réforme monétaire qui créait le « bolivar fort » (en enlevant deux zéros à l'ancienne monnaie), la dévaluation fait figure d'échec. L'inflation, qui a été de 25,1% en 2009, pourrait atteindre 40%, un drame potentiel pour les ménages. Et après une chute du PIB de 2,9% en 2009, la croissance ne devrait pas dépasser 1% à en croire la Banque centrale.

« Sur fond de dévaluation, la nationalisation d'Exito ne peut que décourager encore les investisseurs privés, étrangers et vénézuéliens, se désolent Fernando Morgado, président de la Chambre du commerce et des services. Le gouvernement veut faire porter aux commerçants la responsabilité de la hausse des prix et de sa politique économique désastreuse ».

Le soleil qui brille dans le ciel de Caracas fait planer une nouvelle ombre sur le bilan économique de M. Chavez. Faute de pluie pour alimenter les barrages du pays, l'eau et l'électricité sont d'ores et déjà rationnées en province. A qui la faute ? Au phénomène climatique du Niño, qui tous les trois ou quatre ans perturbe le climat de la région, répond le gouvernement.

A la corruption et à l'incurie de l'administration qui depuis onze ans n'a pas procédé aux investissements nécessaires, dit l'opposition. Il y a quelques jours, M. Chavez levait le plan de rationnement à Caracas, juste après l'avoir décrété et avoir plongé la capitale dans le chaos. La « révolution bolivarienne » n'est pas très efficace. ■

Marie Delcas

LA DIFFERENCE C'EST LA VIGILANCE

Isabelle Glordano
Service Public 10h
franceinter.com

FRANCE INTER LA DIFFERENCE
franceinter.com